

L'ÉDITO

La laïcité française mise à l'épreuve



Bertrand BESANCENOT

est senior advisor chez ESL Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie saoudite en 2007. En février 2017 il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel MACRON en tant que Président de la République, Émissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen Orient.

L'assassinat de Samuel Paty a bouleversé l'opinion publique française et a suscité de nombreuses marques de sympathie dans le monde, y compris dans le monde musulman. Je relève en particulier la condamnation très ferme des grands Oulémas saoudiens.

En revanche notre insistance à défendre les caricatures de Mahomet - au nom de la liberté d'expression - est mal perçue dans le monde musulman et a engendré un boycott des produits français dans certains pays arabes.

Cela montre que même si l'immense majorité des musulmans condamne les violences au nom de la foi, les caricatures - considérées comme blasphématoires - ne sont toujours pas acceptées.

En réalité, cela fait longtemps que notre concept de laïcité n'est pas vraiment compris dans le monde arabo-musulman, comme l'illustrent les critiques à notre égard dans les affaires du voile et de la burqa. Ces épisodes font périodiquement apparaître la France comme un pays anti-musulman.

Naturellement le président Erdogan est trop heureux d'exploiter ces sentiments pour tenter d'apparaître comme le défenseur de l'Islam dans le monde. Mais il n'est pas le seul, et tous ceux dans le monde arabe ou en Afrique qui ont un différend avec nous utilisent cet argument. Et même certains organes de presse Anglo-Saxons ne se privent pas pour critiquer de temps en temps notre modèle d'intégration, jugé oppressif.

Heureusement ces crises ne durent en général pas très longtemps. En outre, de nombreux intellectuels du monde arabo-musulman comprennent notre souci de lutter contre le radicalisme islamiste. Et la politique extérieure française est généralement appréciée dans cette partie du monde, car elle apparaît relativement indépendante et équilibrée.

A court terme nos autorités rappellent à juste titre que, au nom de la laïcité, nous respectons l'Islam et que nous combattons seulement les radicaux qui propagent la violence. D'ailleurs ces extrémistes menacent tout autant les pays musulmans. C'est la raison pour laquelle nous apprécions les efforts de certains

pays musulmans pour éradiquer les fondamentalistes et promouvoir un "Islam du milieu". D'où l'intérêt de notre dialogue avec un pays comme l'Arabie Saoudite, gardienne des lieux saints de l'Islam.

Il reste que nous ne pouvons pas ignorer le rejet des caricatures de Mahomet dans le monde musulman, qui entache notre image dans des pays amis et partenaires importants.

Notre distinction traditionnelle entre le respect des individus et le droit de critiquer des idées n'est pas vraiment comprise. Il conviendrait donc de réfléchir plus avant sur une conciliation possible entre la liberté d'expression et le souci de ne pas heurter les sentiments profonds de certains.

En parallèle de ces efforts officiels d'explication, il convient sans attendre de limiter les dégâts du boycott de nos produits par une veille et des actions ciblées dans chacun des pays concernés, ce qui est le rôle précisément de l'intelligence économique ●



REGARD D'EXPERT

Une crise particulière demandait des politiques économiques particulières



Olivier PASTRÉ

est économiste, professeur d'économie à l'université de Paris VIII, et membre du Cercle des Économistes. Il a une longue expérience du secteur bancaire en France, après plusieurs années passées au Commissariat au Plan et au Ministère des Finances, mais aussi au Maghreb comme en témoignent ses activités d'administrateur d'Union Bank (Algérie), de Directeur Général de GP Banque jusqu'en 2002, et son rôle de président de la banque d'affaires IM Bank Tunis depuis 2001. Olivier PASTRÉ est également directeur de collection aux Éditions Fayard, et chroniqueur sur France Culture. Son ouvrage le plus récent est co-signé avec Patrick Artus: « L'économie Post-Covid » aux éditions Fayard (2020).



Patrick ARTUS

est chef économiste de Natixis depuis 2013. Il débute sa carrière à l'INSEE où il participe aux travaux de prévision et de modélisation. Il rejoint ensuite le département d'économie de l'OCDE puis devient directeur des études à l'ENSAE. En 1985, il est nommé conseiller financier au sein de la recherche de la Banque de France avant de devenir responsable de la recherche économique et financière de la Caisse de Dépôts et Consignations, puis responsable ALM. En 1993, il est nommé responsable de la recherche économique et des marchés de CDC IXIS. À partir de 1998, il est directeur de la recherche de Natixis. Il a enseigné dans diverses universités, dont l'École Polytechnique, Dauphine, l'ENSAE, le Centre des hautes études de l'Armement, l'École nationale des ponts et chaussées, HEC Lausanne. Il est actuellement professeur d'économie à PSE (Paris School of Economics). Il est l'auteur de nombreux livres sur l'économie et membre des conseils d'administration de TOTAL et d'IPSO.

La crise de la Covid est extrêmement différente des crises précédentes dans son origine, sa gravité, et la multiplication de ses conséquences (sur les pays émergents, la structure sectorielle de l'économie, la gouvernance des entreprises, le géopolitique, les relations sociales, les inégalités...). Elle a fait apparaître une politique macroéconomique nouvelle (les déficits publics massifs et titrisés) et inquiétante ; elle nécessite non pas un ajustement des politiques économiques ni des remèdes miracles, mais une rupture dans les politiques économiques (protection sociale, formation, finances publiques, soutien aux nouvelles technologies, réglementation financière, transition énergétique, décentralisation, syndicalisme...).

La crise de la Covid est bien plus violente que la crise des subprimes (le PIB de l'OCDE devrait reculer de 8% en 2020 contre 4% en 2009), et surtout elle est très particulière, très

différente des crises du passé. Nous allons d'abord regarder les différences entre la crise de la Covid et les récessions « habituelles », puis nous allons regarder les politiques économiques mises en place, et les risques pris avec l'expansion monétaire colossale qui a été décidée ; enfin, nous verrons que des politiques économiques de rupture sont massives dans de nombreux domaines, et pas seulement un aménagement à la marge des politiques économiques.

1 — Une crise très particulière dans son origine et ses conséquences

Bien sûr, l'origine de la crise de la Covid est différente : c'est un choc défavorable d'offre, avec la chute de la production due au confinement, avec la perte de productivité due aux nouvelles normes sanitaires. Au contraire, la crise des subprimes en 2008-2009 était une crise de la demande, avec le recul du crédit, donc de la demande, dû à la crise financière et bancaire. Mais les symptômes de la crise de la Covid, ses conséquences sont extrêmement spécifiques.

Il y a d'abord une crise profonde dans les pays émergents, qui sont touchés par les sorties de capitaux, le recul du tourisme, la baisse des prix des matières premières. Il y a ensuite, et c'est une caractéristique centrale de la crise de la Covid, une profonde déformation de la structure sectorielle de l'économie. Certains secteurs vont souffrir durablement avec les normes sanitaires, avec de nouvelles pratiques de consommation et de travail (automobile, transport aérien, aéronautique, immobilier commercial, distribution traditionnelle, tourisme, culture) ; au contraire, d'autres secteurs vont avoir une activité forte (nouvelles technologies, télécom, distribution en ligne, santé et pharmacie, sécurité). Cette distorsion sectorielle complique la sortie de crise, puisqu'il faudra une forte réallocation de l'emploi du premier groupe de secteurs vers le second. Ceci implique la nécessité de requalification, et une hausse du chômage structurel tant que cette réallocation n'est pas faite.

On voit aussi que le modèle économique et social est remis en cause de manière bien plus profonde qu'en 2008-2009. La crise des subprimes avait essentiellement lancé un débat sur la régulation des banques ; la crise de la Covid fait apparaître un débat très actif sur le climat, les délocalisations et la globalisation, la gouvernance des entreprises et la nature du capitalisme. Le choc lié à la crise déclenche ces débats, même si ces différentes questions ont peu de rapport en réalité avec la pandémie.

La crise de la Covid provoque aussi des effets politiques et géopolitiques importants, par exemple une forte tension entre les Etats-Unis et la Chine, mais aussi des effets politiques importants, comme le lancement d'un plan européen de relance avec des financements mutualisés. Il ne faut pas oublier qu'une pandémie conduit toujours à la recherche d'un bouc émissaire,

cette fois-ci aux Etats-Unis, la Chine ; en Europe, le capitalisme libéral et la globalisation, et que la désignation d'un bouc émissaire peut laisser des traces concrètes (protectionnisme, promotion d'un « capitalisme inclusif » et de relocalisations par exemple).

On sait par ailleurs que la crise de la Covid va affaiblir les entreprises : pour résister à la chute de la production, les entreprises se sont endettées, ont reçu des aides publiques, et de nombreuses entreprises vont entrer dans la catégorie des « zombies » : des entreprises fragiles financièrement, peu dynamiques, investissant peu. Cette faiblesse des entreprises va conduire à une autre conséquence de la crise : la multiplication des conflits entre entreprises et syndicats, avec la multiplication des licenciements, entre entreprises et Etat, avec la demande de baisses d'impôts, de réduction des réglementations. Il faut comprendre que la crise peut conduire spontanément non pas vers un capitalisme plus inclusif (qui s'occupe non seulement des actionnaires, mais aussi des salariés, de l'environnement, des sous-traitants...) mais vers un capitalisme plus dur, les entreprises voulant restaurer rapidement leur rentabilité. Dans ce capitalisme plus dur, le partage des revenus se déforme à nouveau au détriment des salariés, la concurrence fiscale entre les pays s'amplifie, les délocalisations vers les pays à coûts salariaux faibles s'accroissent, la transition énergétique est refusée.

Enfin, il ne faut pas oublier que la crise de la Covid va accroître les inégalités, entre les salariés des secteurs touchés par la crise et les autres, entre ceux qui ont des contrats de travail temporaires à court terme et ceux qui ont des contrats de travail à long terme ; les jeunes seront particulièrement touchés : gel des embauches, formations devenues inadéquates, et, on va le voir, bulles sur les prix des actifs.

Au total, il faut attendre de la crise de la Covid un recul de la croissance potentielle, avec le recul de l'investissement des entreprises, la perte de capital humain en particulier associée à la déformation de la structure sectorielle de l'économie, avec la multiplication des entreprises « zombies », avec l'incitation aux délocalisations vers des pays à coûts salariaux faibles.

Regardons d'abord la réponse macroéconomique à cet ensemble de conséquences de la crise.

2 — Une réponse des politiques macroéconomiques inédite et dangereuse à long terme

La politique macroéconomique mise en place face à la crise de la Covid est la même dans tous les pays de l'OCDE : une hausse massive du déficit public (14% du PIB en 2020 pour l'ensemble de l'OCDE) et une monétisation massive du déficit public par la Banque Centrale qui achète des titres publics émis et paye en

créant de la monnaie. La base monétaire des pays de l'OCDE, c'est-à-dire la quantité de monnaie créée par les Banques Centrales devrait augmenter de 70% en 2020, passant de 14 à 24 trillions de dollars. La monétisation a rendu possible la mise en place de déficits publics très importants, puisque les dettes publiques émises sont vendues aux Banques Centrales et n'ont pas à être vendues à des investisseurs privés, ce qui ferait monter les taux d'intérêt à long terme et réduirait la demande.

Mais il faut se demander ce que sera l'effet à moyen terme de cette colossale création monétaire. Depuis 30 ans, il n'y a plus de corrélation entre création monétaire et hausse des prix des biens et services, et il ne faut donc pas attendre d'inflation au sens traditionnel. Mais il est apparu une corrélation nouvelle entre création monétaire et prix des actifs (cours boursiers, prix de l'immobilier...).

La création monétaire implique que les épargnants détiennent initialement trop de monnaie par rapport à leurs souhaits : ils essaient alors de se débarrasser de cette monnaie en achetant des obligations, des actions, de l'immobilier, et il y a donc hausse forte de prix de ces actifs, c'est-à-dire des bulles. Les bulles sont très défavorables socialement : il s'agit d'une taxation des jeunes, qui achètent trop cher les actifs financiers qui leur permettent de se constituer une épargne, qui payent trop cher leurs logements.

Mais l'excès de création monétaire peut conduire à des conséquences plus graves que les bulles : il peut conduire à la perte de confiance dans la monnaie. Les agents économiques se débarrassent alors de la monnaie au profit d'actifs refuge : or, crypto-monnaies, immobilier, matières premières..., et ne veulent plus détenir les monnaies publiques.

Au-delà des politiques macroéconomiques, quelles politiques économiques faut-il maintenant mettre en place ?

3 — Des politiques économiques de rupture sont nécessaires

REGARD D'EXPERT

Côte d'Ivoire : autopsie d'un système à bout de souffle



Frédéric LEJEAL

Politologue de formation, spécialiste de l'Afrique depuis vingt-cinq ans, Frédéric LEJEAL a accompli sa carrière en tant que journaliste notamment comme rédacteur en Chef de La Lettre du

Continent, publication bilingue confidentielle sur l'Afrique de l'Ouest et les réseaux d'affaires dans le Golfe de Guinée. Proche de Jean Audibert, ancien conseiller Afrique de François Mitterrand, il a vécu quatre ans sur ce continent, et a parcouru une trentaine de pays. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages dont «Le Burkina Faso» paru aux éditions Karthala.

L'histoire n'en finit pas de bégayer en Côte d'Ivoire au point de s'asphyxier sous le jeu de trois acteurs mettant en scène la même tragédie depuis bientôt trente ans. Un triumvirat emmené par Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara qui, à tour de rôle, ont méthodiquement alimenté une sorte de coup d'Etat permanent depuis l'ouverture au multipartisme de la première puissance économique de l'Afrique de l'ouest-francophone, au début des années 1990. L'élection du 31 octobre n'est qu'un remake de cette pièce surjouée que les vingt-cinq millions d'Ivoiriens aspirent, dans leur grande majorité, à voir disparaître. A l'image des précédents scrutins, les conditions sont de nouveau réunies pour qu'un empilement de violences et de victimes l'emporte sur la raison démocratique et le renouvellement attendu de l'élite politique de ce pays.

En briguant un troisième mandat Alassane Ouattara, 78 ans, ne fait que perpétuer le verrouillage d'un système arrivé à bout de souffle que ses deux autres adversaires « historiques » se sont eux-mêmes employés à saborder. Ce scénario était évitable. Ces derniers mois le président sortant avait insisté, non sans une certaine sincérité, sur sa volonté de passer la main pour se consacrer aux siens ainsi qu'à sa fondation sur la gouvernance économique récemment créée. L'horizon paraissait dégagé. La vie publique pouvait enfin se réoxygéner grâce à l'entrée en lice de nouveaux visages. Las. La disparition soudaine, en juillet dernier, de son dauphin désigné, le premier ministre Amadou Gon Coulibaly, a fait s'effondrer le château de cartes.

En se lançant contre toute attente dans la bataille électorale pour pallier cet imprévu, Alassane Ouattara a envoyé deux signaux inquiétants. D'une part il a montré suivant la logique du « après moi, le chaos » son incapacité à préparer une nouvelle génération de responsables au sein du Rassemblement des houphouëtistes pour la paix et la démocratie (RHDP) capables de se substituer au compagnon de route disparu. Le parti majoritaire ne manque pourtant pas de com-

Il existe d'abord de fausses solutions, idéalistes ou démagogiques. Les relocalisations seront très difficiles en France, avec la combinaison de coûts salariaux élevés et de compétences faibles de la population active. La taxation des riches ou l'interdiction des dividendes est absurde, car il faut au contraire diriger un supplément d'épargne vers les fonds propres des entreprises. La hausse du SMIC aurait un effet désastreux sur l'emploi peu qualifié.

Le second piège est de se contenter de modifier à la marge les politiques existantes, alors que l'ampleur de la crise et la multiplicité de ses conséquences, vues plus haut, imposent des politiques de rupture.

On peut proposer huit politiques économiques de rupture.

La première est de soutenir les catégories sociales les plus touchées par la crise (jeunes, salariés ayant des contrats courts, indépendants, petits artisans...) par la création d'un revenu universel ciblé, qui regrouperait toutes les aides existant aujourd'hui et qui éviterait que certains groupes ne bénéficient pas d'un filet de sécurité social en cas de crise.

La seconde est de réformer réellement les retraites pour aider les entreprises à se développer. Les entreprises vont être trop endettées, et il faut donc, ce qui est entrepris, transformer leur endettement en fonds propres ; mais surtout la France souffre d'une faible attractivité pour les investissements en raison de coûts de production élevés ; réduire significativement les impôts des entreprises nécessitera par ailleurs de réduire les dépenses publiques, et un candidat légitime est le système public de retraite, qui coûte en France 14% du PIB contre 10% du PIB dans le reste de la zone euro.

La troisième est de créer un choc de compétences pour favoriser la transformation des emplois : le passage de très nombreux salariés des secteurs en difficulté vers les secteurs en croissance ne se fera que si un effort massif de requalification et d'amélioration des compétences est entrepris ; on sait aussi

petences. D'autre part, son régime s'est ingénié à organiser un scrutin monolithique pour mieux gagner « tako kélé », à savoir dès le premier tour. Pour mettre cette stratégie en œuvre il refuse toujours de procurer un passeport ordinaire à Laurent Gbagbo, 75 ans, exilé en Belgique depuis son acquittement par la Cour pénale internationale (CPI), début 2019. Pour l'instant, ce statut d'apatride au mépris des règlements nationaux comme internationaux empêche l'ex-président de regagner son pays. Autre contempteur, Guillaume Soro s'avère lui aussi bloqué à l'étranger, en l'occurrence en France, et privé d'élection après une condamnation à 20 ans d'emprisonnement pour recel de détournement de deniers publics et tentative présumée d'insurrection. Une décision rendue en avril après un procès expéditif boycotté par ses avocats, et que celui qu'Alassane Ouattara appelait jadis son « fils » après lui avoir fait cumuler le poste de premier ministre et de ministre de la défense, conteste en tout point. Depuis, la Cour africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) a non seulement exigé la réintégration de l'ancien président de l'Assemblée nationale sur les listes électorales, mais elle a également demandé la levée du mandat d'arrêt donc ce dernier fait l'objet. A son refus d'obtempérer, Abidjan oppose le fait qu'il ne reconnaît plus la compétence de cet organe de l'Union Africaine depuis le printemps dernier. Il est des coïncidences heureuses. Autre signe du dangereux tarissement du débat public : sur 44 dossiers présentés devant la Commission électorale indépendante (CEI) seulement quatre ont été validés dont celui de l'ancien président Henri Konan Bédié dit « HKB », 86 ans, patron du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) ayant délibérément refusé de fusionner avec le RHDP.

La motivation d'Alassane Ouattara de rempiler se trouve évidemment dans cette candidature. Alors qu'il voyait Amadou Gon Coulibaly en capacité de l'emporter, l'actuel chef de l'Etat n'entend nullement laisser à son « frère-ennemi » l'opportunité d'une victoire en lui opposant un candidat de moindre envergure. Il s'en est d'ailleurs ouvertement confié dans l'interview accordée, le 24 octobre, au Monde : « Bédié ne veut que sa personne. S'il revenait ce pays serait détruit ». Au-delà des considérations de gouvernance économique le contexte électoral est donc, comme à l'accoutumée, guidé par les querelles d'égos, les susceptibilités et rigidités d'esprit devenues chroniques. Le fait qu'Henri Konan Bédié ait pris la tête d'une vendetta et d'un appel à la « désobéissance civile » pour mieux torpiller le scrutin du 31 octobre relève d'ailleurs de tout sauf du hasard.

La vie politique d'un Etat est souvent beaucoup plus rudimentaire qu'il n'y paraît. En Côte d'Ivoire, elle repose sur une appétence viscérale pour le pouvoir et la haine définitive que se vouent ces trois hommes politiques, héritiers, chacun à leur manière, de Félix Houphouët-Boigny, père de la Nation ivoirienne décédé en 1993. C'est dans ce corpus psychologique que doit se comprendre leur lutte à mort au gré d'alliances et de mésalliances égrenées sur plusieurs décennies. Un rap-

que le redressement de la croissance potentielle nécessite une amélioration du capital humain.

La quatrième rupture est la création d'un partenariat Etat-Entreprises sur les technologies d'avenir. Il ne sert à rien de relocaliser le bas de gamme compte tenu du niveau élevé des coûts de production en France. La bonne stratégie est une coordination entre l'Etat (qui apporte des orientations stratégiques, des financements et des commandes publiques) et les entreprises (sur le modèle de la DARPA aux Etats-Unis).

La cinquième rupture est la définition d'une autre réglementation financière : utilisation plus active des politiques macro-prudentielles pour éviter les bulles sur les prix des actifs et surtout passage à une réglementation financière des banques, des assureurs, contracyclique et non fortement procyclique comme aujourd'hui (avec la difficulté de détenir des fonds propres suffisants lorsque la crise fait apparaître des pertes sur les actifs).

La sixième rupture est le passage à une véritable transition énergétique, dont le premier élément est la mise en place d'une prime suffisamment élevée du CO2 en Europe associée à une taxe compensatrice aux frontières de l'Europe pour éviter la concurrence déloyale des pays où le prix du CO2 reste bas.

La septième rupture est une véritable décentralisation, associée à une répartition des compétences entre les différentes collectivités et l'Etat (fin de la compétence générale des collectivités locales) afin d'accroître l'efficacité de l'Etat, seul moyen pour réduire à moyen terme la pression fiscale.

La huitième rupture est la rénovation du syndicalisme, dans une situation où les entreprises sont en difficulté, où l'emploi doit bouger d'un secteur d'activité à l'autre, un vrai dialogue social est nécessaire pour éviter les conflits inutiles, ce qui passe par un développement considérable du syndicalisme en entreprise afin de rendre les syndicats crédibles et représentatifs ●

pel historique permet de cerner ce niveau de défiance. C'est ainsi qu'en 1994 Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo réunirent leur force dans un « Front républicain » pour contre-carrer la volonté de « HKB » d'écarter Alassane Ouattara de la présidentielle de 1995 pour cause de « nationalité douteuse » au regard de ses ascendances burkinabè. Après avoir réussi son coup par une modification du code électoral, il remportera cette élection avec 96% des suffrages exprimés face à un unique adversaire. Patron du Front populaire ivoirien (FPI), Laurent Gbagbo ne jugera pas utile de remettre ce « modus operandi » électoral en cause lors de la présidentielle de 2000. Outre la non-participation de Bédié renversé, fin 1999, par un putsch militaire, l'exclusion de la candidature d'Alassane Ouattara sera gravée dans le marbre à travers l'article 35 de la Constitution adoptée quelques mois avant cette élection. Cet article imposera alors à tout prétendant à la magistrature suprême d'être né « de père et de mère » ivoiriens. Laurent Gbagbo sortira vainqueur du scrutin non sans soulever la violence des partisans de l'actuel chef de l'Etat.

Fragilisé par une tentative de renversement en 2002 puis acculé par une série d'accords de paix (Linass-Marcoussis, Accra...) à négocier avec une rébellion dirigée par Guillaume Soro, alors très proche d'Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo procédera à la modification de ce fameux article en posant le principe d'une possible candidature aux personnes nées « de père ou de mère » ivoiriens. Une nuance de taille qui fera sauter le verrou ayant plusieurs fois brisé les ambitions du chef du Rassemblement des Républicains (RDR). Alassane Ouattara pourra se présenter au scrutin présidentiel de 2010 initialement prévu en 2005 mais régulièrement reporté en raison de multiples remous politiques. Face aux résultats du premier tour donnant Laurent Gbagbo en tête, cette élection consacra une alliance totalement improbable entre Bédié et Ouattara, lequel sera finalement déclaré vainqueur par la Commission électorale indépendante (CEI) face à Laurent Gbagbo, reconnu gagnant aux yeux du Conseil constitutionnel. Refusant de céder son fauteuil ce dernier sera finalement arrêté après plusieurs mois d'une crise sans précédent qui causera la mort de plus de 3000 civils. La « neutralisation » du patron du Front populaire ivoirien (FPI) avec son transfèrement à la CPI débouchera parallèlement sur un partage du pouvoir entre « HKB » et Alassane Ouattara au sommet de l'Etat. Un pacte éphémère. Face aux rancœurs et aux rivalités ataviques cette collaboration de circonstance volera en éclat à la veille de la présidentielle de 2015, Alassane Ouattara refusant de s'effacer au profit d'un candidat du PDCI. Ironie du sort : Henri Konan Bédié s'est rapproché de Laurent Gbagbo avec lequel il s'est entretenu à Bruxelles, en juillet 2019, mais aussi de Guillaume Soro, pour former un front commun contre l'actuel président ivoirien. Face à ces jeux d'influence et à cette confiscation permanente du pouvoir une évidence s'impose : seule la disparition de ces trois leaders du paysage politique semble de nature à faire bouger les lignes et à changer la donne au pays de « l'Akwaba » ●

LIVRE

De la « junk tech » à une troisième voie de la tech



Xavier DESMAISON

est président du groupe Antidox, qui accompagne une centaine de dirigeants d'entreprises et grandes organisations dans leurs stratégies de communication et d'opinion, avec une forte dominante digitale. Il préside par ailleurs l'association Civic Fab, dédiée à la lutte contre les « fake news » et la haine en ligne. Maître de conférences à Sciences Po, il a publié récemment « Dans la tête des gilets jaunes » (VA Éditions, janvier 2019) et « Le Bûcher des Vérités » (Hermann, novembre 2019).



Une petite musique circule un peu partout dans les milieux tech... Telle qu'on la développe depuis quelques dizaines d'années, la tech est-elle vraiment bénéfique ? Croit-on encore, comme Tim Cook en 2014, que Steve Jobs a « rendu le monde meilleur » ?

Très concrètement, a-t-elle contribué peu ou prou à la lutte contre la pandémie qui bouscule durement nos économies et nos sociétés ? En partie oui : aucune stratégie sérieuse de confinement n'aurait pu être réellement pensée ni pratiquée sans elle, sans les outils collaboratifs, le « cloud », les plateformes vidéos, l'e-commerce, les jeux vidéos... Le confinement est fait pour elle. Et c'est tant mieux pour ceux qui font l'hypothèse qu'il est une bonne stratégie. Mais la fameuse intelligence artificielle a-t-elle aidé dans la bataille fondamentale contre la Covid ? Globalement non. C'est le constat de Marc Andreessen, le dirigeant de a16z, l'un des principaux fonds de capital risque de la Silicon Valley. Face à la Covid 19, la tech, dit-il, n'a rien bâti de fondamental. Tout au plus a-t-elle développé des ruptures de modèles économiques, c'est-à-dire de nouvelles façons de générer de l'argent à partir de métiers traditionnels. « We chose not to *build* ».

Le bilan est-il meilleur dans le monde de l'information, du savoir et de ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui l'immatériel ? Convoqués cette semaine devant le Sénat américain, Mark Zuckerberg (Facebook), Sundar Pichai (Google) et Jack Dorsey (Twitter) ont pousivement essayé de dédouaner leurs plateformes de communication des critiques qui les accusent d'amplifier les manipulations

politiques, les théories du complot, les émotions négatives que sont la colère et la haine, et les atteintes à la vie privée de chacun. Reste que ce 29 octobre, un ancien premier ministre malaisien peut écrire sur Twitter que les musulmans ont le droit de tuer des millions de Français sans que son message ne soit clairement condamné par la plateforme. Le débat de la liberté d'expression, de la vie privée et du contrôle par l'Etat des informations disséminées sur les plateformes est complexe et devra être traité avec précaution dans les mois et les années à venir, mais on peut conclure sans risque que le bilan à date de la tech est contrasté sur sa capacité à diffuser le savoir, à faciliter des échanges de qualité entre les individus et les cultures, à améliorer les capacités cognitives de chacun. Sur la plateforme Netflix, le récent documentaire *The Social Dilemma* explore le dangereux impact que les réseaux sociaux ont, depuis notre santé psychologique jusqu'aux élections ». Ce « documentary-drama hybrid » bien dans l'air du temps cible l'addiction que l'on peut tous développer à l'égard de nos supports numériques (téléphone mobile, réseaux sociaux...) ainsi que la façon dont « big tech » manipule ses utilisateurs pour récolter des informations personnelles valables.

C'est dans ce contexte que nous faisons paraître dans quelques jours chez Hermann un essai destiné à analyser l'ensemble de ces questions, et la façon dont l'Europe et la France peuvent construire des techs à plus forte valeur dans les années à venir. Intitulé « Junk Tech, comment la Silicon Valley a gagné la guerre du marketing », il est issu d'échanges que nous avons pu avoir, Jean-Marc Bally, le dirigeant d'Aster, l'un des principaux fonds de capital-risque européen, et moi-même. « Junk tech », comme « junk food », cette nourriture peu chère mais savoureuse, addictive, gaie, et qui a participé au développement d'une épidémie d'obésité majeure

Le premier constat est que le succès de la Silicon Valley n'est pas fondamentalement une question de technologie, mais de marketing. Chacun sait, depuis la chercheuse Mariana Mazzucato, qu'Apple n'est pas une réussite tech mais design (la R&D a été faite par les agences publiques américaines). Marc Andreessen, évoqué plus haut, l'a dit benoîtement. L'Union européenne dispose de capacités de recherche et développement majeures. Michel de Lempdes, dirigeant d'Omnes Venture Capital, un autre des grands fonds de capital-risque français, vient justement d'annoncer il y a quelques jours une levée de son fonds « deep tech », un type d'entreprises fondées sur les ruptures technologiques et pas seulement sur les ruptures de modèles économiques. Ces ruptures technologiques, dans le spatial, la biotech, la cybersécurité, les matériaux, sont permises par le croisement des avancées de la

physiques, de la chimie et du numérique. Les capacités en termes d'investissements sont encore insuffisantes, mais nul doute que Michel montre l'un des chemins.

Le deuxième constat est que la Silicon Valley a réussi à faire croire de façon large que son succès est une question de supériorité technologique. Et que beaucoup de dirigeants européens et américains – parmi les meilleurs – ont cru à cette jolie histoire, à leur détriment. Ils ont pensé qu'il fallait augmenter les investissements dans la data, l'« artificial intelligence », les prises de participations dans les start-ups, actions certes louables, mais qui oublient que la clé est dans l'intégration efficace des technologies, dans ce que nous avons appelé le « marketing ». Il s'agit ici d'usage, de simplicité, de renforcement de l'ego, de plaisir. Les investissements dans les formats de « cloud souverain » n'ont pas rencontré leur public à ce stade, parce qu'ils ne permettaient pas aux utilisateurs le confort, la simplicité et la flexibilité apportés par les solutions californiennes.

Le troisième constat est que tout ce marketing de l'usage, et in fine de l'addiction, peut être mobilisé pour le développement de services créateurs de valeur sociale. Frédéric Mazzella, fondateur de BlaBla Car et co-président de France digitale note qu'une partie des start-ups françaises de premier plan portent un projet de « troisième voie », entre Etats-Unis et Chine, entre productivisme et malthusianisme, grâce aux algorithmes et aux plateformes d'échanges numériques. BlaBla Car permet d'éviter autant d'émissions de CO2 que les émissions de la ville de Paris. Too Good to Go offre la possibilité aux commerçants de diffuser des promotions sur leurs produits alimentaires en passe d'être périmés. Environ 8% des émissions de CO2 annuelles seraient générées par des produits finalement jetés. Ces technologies peuvent aussi bien être utilisées par les start-ups (Phénix) que par des associations comme l'Agence du don en nature, qui permet de redistribuer les biens non vendus plutôt que de les détruire. Edouard Dumortier, dirigeant d'Allo Voisins, la première plateforme française d'échange de biens et de services, note aussi dans un ouvrage paru chez Hermann que l'économie collaborative a le mérite de limiter l'hyperconsommation, tout en permettant de continuer à consommer de façon économique, coresponsable et durable. »

Tout ceci engage la responsabilité des Etats européens. Frédéric Mazzella note ainsi qu'aux « Etats-Unis, sur les 200 plus grands bénéficiaires de la commande publique, près de 90 % sont des entreprises américaines. Il faut s'arranger pour qu'en Europe, on ne soit pas les plus innocents du jeu planétaire. En plus du patriotisme économique, il faudrait qu'il y ait aussi un patriotisme numérique européen. » ●

BRÈVE DIGITALE

#BoycottFrance : Les réseaux sociaux, levier de pression et théâtre géopolitique



Guillaume ALÉVÊQUE

consultant senior en communication chez Antidox, a débuté sa carrière en consultant des élus sur leur communication personnelle et institutionnelle. Diplômé du Master 2 de communication politique et sociale de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne après une classe préparatoire littéraire, il a été successivement responsable de la communication d'une mairie d'arrondissement puis chef de cabinet d'un adjoint à la Mairie de Paris.

L'attentat contre Samuel Paty le 16 octobre dernier a choqué la société française. Un crime d'une violence considérable qui, s'il n'a pas entraîné de réflexion politique d'union nationale, a été l'occasion d'un rappel par le Président Emmanuel Macron des valeurs qui fondent la République et de l'importance donnée à la liberté d'expression en France, en particulier face aux religions.

Cette prise de parole a entraîné une vague de désapprobation dans le monde musulman face à ce qui est apparu comme une attaque contre l'Islam et une apologie du blasphème, quelques semaines après des critiques déjà lancées sur le discours sur les « séparatismes » prononcé plus tôt dans le mois d'octobre par Emmanuel Macron.

La riposte au discours du Président de la République Française s'est rapidement organisée, marquée par les insultes contre la personne d'Emmanuel Macron venues du Président turc Recep Tayyip Erdogan, comme par des communiqués de condamnation venus de nombreux Etats du Moyen-Orient.

Le poids des hashtags anti-Français et attaquant Emmanuel Macron

En quelques heures entre les 21 et 28 octobre, près de 400 000 tweets comportant les hashtags #BoycottFrance et #MacronTheDevil ont



été diffusés à travers le monde, un niveau inédit sur ce type de sujets. La violence de ces expressions a d'ailleurs largement dépassé les seuls réseaux sociaux. Les montages et détournement violents de photographies d'Emmanuel Macron ou les attaques contre le drapeau bleu-blanc-rouge se sont multipliés.

Le journal conservateur iranien Kayhan a lui publié une caricature d'Emmanuel Macron, transformé en figure diabolique, avec pour titre : « Le Diable de Paris ». Ce dessin a d'ailleurs lui-même été largement repartagé en France et a fait l'objet de critiques amusées et même d'une forme de détournement de la caricature par beaucoup d'internautes français, assumant que l'on puisse caricaturer ainsi le Président de la République et rappelant par la même occasion les nombreux dessins ridiculisant le Chef de l'Etat produits régulièrement dans le pays. Le tweet de l'ancien Premier Ministre de Malaisie Mohamad Mahatir le 29 octobre présentant comme justifié pour les musulmans le fait de « tuer des millions de Français pour venger les massacres du passé » a en revanche lui constitué un exemple d'une particulière violence dans cette vague d'attaques en ligne.

L'organisation d'une ligne de défense



la liberté d'expression comme toutes les religions, elle s'est poursui-

vié dans un autre registre par une campagne de tweets appelant au boycott de produits turcs. Appuyée sur quelques vidéos de condamnations par des leaders saoudiens ou émiratis des attaques contre le Président français (elles-mêmes liées à un vaste jeu géopolitique pour le leadership du monde musulman entre acteurs du Golfe, l'Iran et la Turquie), elle a elle aussi entraîné une masse notable de mentions.

Entre le 21 et le 28 octobre, les hashtags #StandWithFrance et #BoycottTurkey ont atteint plus de 120 000 mentions sur Twitter. Venues de nombreux leaders européens, mais aussi de personnalités politiques indiennes, cette défense de la France par des Etats ou leurs représentants a constitué à sa façon une forme de coalition géopolitique pour contrer les attaques venues des opinions nationales choquées par les caricatures de Mahomet dans Charlie Hebdo.

Guerre d'influence entre Etats ou choc digital de civilisations ?

Cette forme d'attaque contre les positions françaises sur la laïcité et la liberté d'expression s'est donc exprimée par une action géopolitique (prises de parole hostiles du Président Erdogan), économique (appels au boycott au Moyen-Orient) et en ligne (avec la masse de mentions hostiles contre la France et Emmanuel Macron).

En outre, la masse des mentions de ce sujet sur Twitter en particulier, et les effets de coalition entre nationalités d'utilisateurs de Twitter des deux côtés de la controverse donnent l'impression d'un véritable conflit géostratégique à écran ouvert. L'Inde et les Emirats Arabes Unis se rangeant du côté de la France, moins par défense de la liberté d'expression que pour des raisons parfois guidées par la géopolitique, et la Turquie et de nombreux Etats du Moyen-Orient s'unissant à une part largement majoritaire de leurs sociétés pour violemment attaquer la France et son Président face à ce qui apparaît pour eux comme des propos et des actes inacceptables. Après les stratégies d'influence plus ou moins efficaces organisées par les services de certains Etats pour influencer des élections étrangères, les alliances internationales sont-elles déjà en train de se nouer ouvertement dans des campagnes digitales, en plus des exercices militaires conjoints ou des démonstrations de force sur des théâtres d'opération physiques ? ●

À propos de nous



Xavier DESMAISON CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



Alexandre MEDVEDOWSKY Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.